

**INDE**

**Les groupes armés de l'État de Jammu-et-Cachemire prenant pour cible des civils violent les normes humanitaires**

Index AI : ASA 20/016/2005

ÉFAI

Mercredi 6 avril 2005

**DÉCLARATION PUBLIQUE**

Amnesty International s'inquiète des attaques menées par des groupes armés contre des civils souhaitant traverser la *ligne de contrôle* dans l'État indien de Jammu-et-Cachemire. Utiliser la vie de personnes civiles dans des tentatives de déclarations politiques viole les normes internationales du droit humanitaire qui interdit clairement le meurtre ciblé de civils.

Amnesty International demande aux groupes armés de l'État de Jammu-et-Cachemire d'épargner la vie de tous les civils, en particulier de ceux qui souhaiteraient emprunter la nouvelle liaison par car entre l'Inde et le Pakistan dont l'inauguration doit avoir lieu le 7 avril 2005.

L'attaque du centre de Srinagar, où des passagers étaient en attente du premier autocar à destination de Muzaffarabad, dans l'Azad Cachemire, a été perpétrée avec l'intention de faire échouer le dialogue en cours entre l'Inde et le Pakistan, a déclaré Amnesty International ce mercredi 6 avril. Amnesty International ne prend pas position sur de possibles solutions concernant la question du Cachemire ; l'organisation salue toutefois toute avancée pouvant contribuer à créer un climat propice à la promotion et à la protection des droits humains.

Le 6 avril, veille de l'ouverture programmée de la liaison par autocar, les membres de plusieurs groupes armés ont lancé des grenades et mis le feu à un bâtiment sous haute surveillance à Srinagar dans lequel s'étaient rassemblés des passagers en attente de leur départ. Un échange de coups de feu entre les forces de sécurité et les combattants armés a eu lieu. L'un des combattants armés aurait été tué et au moins sept civils ont été blessés. Un membre d'un groupe armé a revendiqué par téléphone auprès d'agences de presse la responsabilité de l'attaque. Il a déclaré parler au nom de quatre groupes armés, *Al-Nasireen*, *Save Kashmir Movement*, *Al-Arifeen* et *Farzandan-e-Millat*.

Dans une déclaration conjointe, rendue publique le 30 mars, les quatre groupes avaient averti la population de ne pas utiliser ces cars qui deviendraient leurs « *cercueils* » s'ils le faisaient et demandé aux conducteurs « *de ne pas jouer avec leur vie en se mettant au volant de ces autocars* ». Le 5 avril, une bombe avait été désamorcée sur l'autoroute Srinagar-Muzaffarabad, mais deux heures plus tard une mine terrestre avait explosé sur une autre portion de la même route, faisant sept blessés, des ouvriers travaillant sur la chaussée pour la plupart.

Le gouvernement de l'État et le gouvernement de l'Union ont entre-temps annoncé que la mise en route de la liaison par autocar se ferait comme prévu et que l'inauguration aurait lieu en présence du Premier ministre indien, du ministre de l'Intérieur et de la présidente du Parti du Congrès Sonia Gandhi. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**